

**Commission** : Programme des Nations Unies pour le développement

**Question** : Les Objectifs de Développement Durable : Quel nouvel élan mondial pour 2045 ?

**Auteur** : Espagne

L'Espagne reconnaît que les crises climatiques et migratoires sont devenues des enjeux majeurs à l'échelle mondiale et nationale, nécessitant une action concertée, de grande ampleur et immédiate. Le pays est lui-même confronté à des défis environnementaux graves tels que la désertification et la sécheresse (Andalousie, Castille-Manche, Valence,...). L'Espagne doit aussi faire face à une pression migratoire croissante, elle est donc un acteur clé dans la recherche de solutions durables. L'Espagne estime qu'une approche globale, intégrant une meilleure gestion des ressources naturelles ainsi qu'un respect du plan de transition énergétique (l'Espagne ayant atteint son objectif de réduction d'émission de CO<sub>2</sub>, émis durant l'accord de Paris, 2 ans avant la date fixée), est nécessaire pour pouvoir aider les pays et populations les plus démunies.

Avant même que ces changements climatiques ne touchent l'Espagne, elle a toujours soutenu des initiatives internationales visant à lutter contre le dérèglement climatique comme l'Accord de Paris en 2015, que l'Espagne a respecté (et atteint son objectif d'émission de CO<sub>2</sub> 2 ans avant la date fixée). Cette réussite permet à l'Espagne de se placer en tant que modèle pour la mise en œuvre de politiques énergétiques durables.

Sur le plan migratoire, l'Espagne étant la porte d'entrée de l'Europe pour de nombreux migrants irréguliers, c'est ce qui a, par exemple, causé la mort de près de 800 personnes suite au naufrage d'un navire. L'Espagne estime que l'adoption de pactes mondiaux plus robustes est nécessaire. En 2018, l'Espagne a activement participé à la négociation de l'adoption du Pacte Mondial sur les Migrations.

L'expérience de l'Espagne en termes de gestion des ressources, notamment la transition vers une agriculture économe en eau, pourrait servir de modèle aux pays touchés par des phénomènes climatiques similaires. L'Espagne encourage les autres pays à adopter des stratégies similaires aux siennes en soutenant les projets de recherche visant à promouvoir la durabilité.

Pour ce qui est du plan international, l'Espagne s'engage pour la coopération Sud-Sud et régionale. Il est aussi membre de l'Union pour la Méditerranée (UpM), un partenariat créé dans l'objectif de renforcer la coopération des pays méditerranéens face aux crises environnementales communes.

Concernant l'intelligence artificielle, l'Etat espagnol estime qu'il faut réattribuer un métier à toutes les personnes l'ayant perdu par la faute de l'IA. Il juge également nécessaire de réglementer son utilisation, notamment dans le cadre des cyberattaques, susceptibles de causer des fuites de données politiques (l'Espagne étant dans une instabilité politique).

L'Espagne appelle à réformer les mécanismes de financement pour l'aide au développement de façon à les rendre plus souples et adaptés aux crises actuelles, en privilégiant l'allègement de la dette et des fonds climatiques renforcés.

L'Espagne soutient une réforme des indicateurs de développement actuels. Elle prône des indicateurs inclusifs, intégrant des critères plus détaillés.

Pour conclure, l'Espagne estime qu'il est urgent de redoubler d'efforts pour faire face aux crises climatiques et migratoires à travers de nombreux partenariats régionaux et internationaux, une action collective internationale et des financements adéquats.

